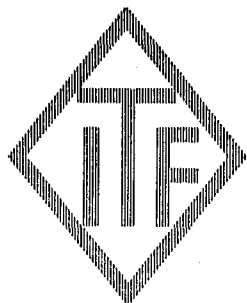




# FASCISME

N<sup>o</sup> 8.

Amsterdam, le 20 avril 1935.



La résistance de Dantzig. (I.T.F.) Le 7 avril les travailleurs dantziens ont préparé une défaite au Front allemand du travail. Le Sénat national-socialiste de l'Etat libre avait dissous le Parlement dans le but de conquérir par des élections effectuées sous la terreur, une majorité des deux tiers. Cette majorité nécessaire pour un changement de la constitution, devait servir entre autres pour limiter davantage la liberté syndicale des travailleurs dantziens. La presse du Front du travail allemand publia des journaux spéciaux consacrés aux élections, une auto de la société récréative "Kraft durch Freude" munie de microphones fut envoyée à Dantzig afin d'y troubler des réunions électorales socialistes avec des marches militaires et le chant de Horst Wessel. Dans de nombreuses entreprises, les S.A. occupant les portes d'entrée contraignirent les ouvriers à écouter des discours nationaux-socialistes. Les premiers des Führer nazis allèrent faire des discours à Dantzig. On terrorisa l'opposition, les attentats étaient à l'ordre du jour et dans les villages il n'y eut qu'un nombre minime de réunions. Les communistes qui avaient uni leurs listes à ceux de la social-démocratie ne pouvaient se présenter aux élections que comme liste Flonikowski"

La résistance des ouvriers était cependant plus forte que les Nazis l'avaient pensé: la majorité des deux tiers ne fut pas atteinte. Dans les districts électoraux urbains de Zoppot et Dantzig, les socialistes ont gagné 5.700 voix; dans les districts ruraux toutefois, où la terreur avait pu se faire valoir sans entraves, les socialistes ont perdu des voix. Le Front du travail a commencé, sous l'impression de son échec à Dantzig, une nouvelle action enragée contre les "Marxistes" dans tout le Troisième Reich.

La Croix gammée règne dans la Sarre. (I.T.F.) Le 13 janvier 1935, le Territoire de la Sarre s'est prononcé pour l'Allemagne; à présent les travailleurs enregistrent les effets du régime nazi. Le dictateur des salaires, le Commissaire spécial, le capitaine retraité Böhm a exposé le 3 avril dans une proclamation du Front allemand du travail ce que le national-socialisme signifie pour les travailleurs de la Sarre.

Chômage croissant. " Economiquement la Sarre doit passer à l'heure actuelle par une grande transformation. L'élimination du territoire douanier français et l'entrée dans le régime douanier allemand comporte pour de nombreuses industries une transformation

radicale des débouchés. Elles doivent en ce moment chercher d'autres débouchés pour leurs produits. C'est ce qui donne lieu à des difficultés économiques qui ne peuvent pas, ne pas exercer une répercussion sensible sur les conditions sociales dans les entreprises. Malgré les mesures de secours immédiates du gouvernement allemand, il est impossible pour le moment d'empêcher des licenciements d'ouvriers et d'employés."

Le coût de la vie augmente. "Les difficultés purement économiques de la transformation sont encore augmentées par le fait que le coût de la vie se modifie dans le territoire de la Sarre. Le niveau des prix devra s'adapter promptement aux prix en vigueur en Allemagne qui, pour quelques articles d'importance primordiale se trouvent au-dessus du niveau sarrois. Une hausse du niveau général de vie ne pourra par conséquent pas être évitée dans la Sarre.

Toutefois, pas de compensation des salaires. Le 18 février encore, le cabinet hitlérien avait promis aux ouvriers de la Sarre de leur assurer comme un minimum, le maintien des salaires réels, par une augmentation des salaires qui compenserait l'augmentation du niveau des prix. A présent cependant le dictateur appelé à réduire les salaires déclara qu'il ne saurait être question d'un relèvement général des salaires, car celui-ci "conduirait forcément dans bien des entreprises à des injustices peu souhaitables et dangereuses pour l'existence des entreprises mêmes. C'est pour cette raison que l'adaptation des salaires et traitements devra autant que possible se faire pour chaque entreprise séparément." "Le chef de l'entreprise porte seul (!) la responsabilité de ses décisions." Les promesses ne valent plus rien, la dictature nazie livre les ouvriers sarrois à l'arbitraire du patronat. Les ouvriers de la Sarre constatent que la lutte de classe menée par les employeurs sarrois contre les "citoyens ouvriers" est une caricature de la "communauté populaire nationale" promise par le national-socialisme.

"Racaille noire" (I.T.F.) Les Heimwehren du vice-chancelier autrichien Starhemberg, désirent supprimer le syndicat unique. Dans la conférence des Heimwehren de Styrie qui se trouve sous l'influence de l'industrie lourde (conférence tenue à Graz le 27 février 1935) le président de la conférence exigea ouvertement la dissolution de la Fédération des syndicats qui "étant une chose ambiguë, n'a aucune raison d'être". Dans la Fédération des syndicats et dans le Freiheitsbund, voisin des syndicats chrétiens mis au pas, il n'y avait selon cet orateur que de "la racaille rouge et noire". Dans les débats qui suivirent, un comte déclara qu'en 1935 encore, une attaque énergique serait entreprise par les Heimwehren contre la Fédération des syndicats. Starhemberg le lui aurait expressément promis.

Rébellion ouverte contre le Syndicat unique. (I.T.F.) Le 8 février 1935, le ministre autrichien du Commerce et des Communications a créé les 75 sous-fédérations de la Fédération des industriels "pour l'industrie et les mines". Jusqu'à présent on s'est cependant borné à la nomination des 75 présidents de ces sous-fédérations; à l'heure qu'il est, ni les membres des comités ni les secrétaires de la Fédération des industriels n'ont été désignés... à cause de cela le fait se produit, pas uniquement dans notre branche industrielle, mais dans l'ensemble de l'industrie autrichienne, que des négociations au sujet de la conclusion de contrats collectifs, sont pour le moment impossibles. Les contrats conclus par bien des syndicats expirent, sans que la possibilité existe de les renouveler ce qui souvent compromet gravement les salaires et conditions de travail existants." (Ainsi écrit le journal fasciste "Arbeiter in der Leder und Schuhindustrie, d'avril 1935). Les employeurs peuvent à présent, à l'expiration des anciens contrats collectifs, régler les salaires d'une entreprise à l'autre. Cette période d'impossibilité de négociations collectives n'est pas pour leur déplaire. Le Syndicat unique a l'impression d'être dupé, mais il doit assister impuissant au jeu que les employeurs et le ministère de l'Economie nationale font avec lui, tout en respectant les lois. Les secrétaires du Syndicat unique se lamentent, mais de nombreux membres contraints par les employeurs et par l'Etat à entrer dans l'organisation monopoliste jaune, déclarent qu'ils ne veulent plus payer de cotisations. Ils se trouvent, ainsi que l'indique le journal sus-visé, en rébellion ouverte".

Le Syndicat unique espère que cette période de malheur se terminera bientôt par la nomination de secrétaires des groupements patronaux, mais un nouveau jeu se prépare. On ne prévoit pas comme parties contractantes des groupements professionnels de la Fédération des syndicats autrichiens, des organisations patronales s'étendant sur l'ensemble du territoire du pays, mais simplement des groupements patronaux régionaux de la Fédération des industriels. Les industriels ont déjà annoncé dans leur organe, qu'ils désirent anéantir les contrats nationaux afin de réaliser des contrats séparés dans les différentes provinces. L'impuissance du Syndicat unique ne s'en manifestera que plus largement.

L'aversion contre les jaunes. (I.T.F.) Le 1er mai prochain, les nationaux-socialistes célébreront la victoire des jaunes sur les organisations syndicales libres. L'après-midi, des parades auront lieu, et le soir, les employeurs organiseront, en reconnaissance de l'anéantissement des organisations ouvrières, une "fête d'entreprise" nationale-socialiste, si possible avec la bière et les saucisses gratis! L'appareil de propagande du Troisième Reich proclamera devant le monde entier que l'ensemble des travailleurs allemands a fêté avec enthousiasme le jour de sa défaite. Beaucoup ne se laisseront cependant plus prendre à ce mensonge de la propagande nationale-socialiste.

Il y a un an, la propagande nazie a également parlé d'ouvriers enthousiastes. Le 6 avril cependant, le Dr. Ley a dû avouer à Dortmund devant des industriels westphaliens: "il y a un an encore, les travailleurs allemands ne suivaient en partie qu'à contre-cœur nos mots d'ordre". Cette aversion n'a pas diminué.

Les bonzes font la bombe - Des enfants meurent de faim! (I.T.F.) L'Association suisse d'aide aux enfants allemands, un comité bourgeois suisse, répand un appel en faveur de l'enfant allemand nécessiteux. Les membres du comité, de bons bourgeois en majorité réactionnaires, proclament dans cet appel que la misère dans le Troisième Reich "dépasse de beaucoup l'idée qu'on peut s'en faire en Suisse. Des familles entières ayant de 4 à 10 enfants vivent souvent dans une seule pièce dépourvue de cuisine, dans des sous-terrains obscurs ou dans des baraques humides. Il est vrai que le chômage a diminué considérablement en Allemagne, mais seulement parmi les jeunes qui, ramassés dans la rue, sont occupés dans des camps de travail. Les possibilités de travail pour les pères de famille sont encore minimes et les familles avec beaucoup d'enfants doivent souvent se tirer d'affaire avec 12 à 15 marks par semaine ou même moins. Des images de détresse et de misère se présentent à notre esprit lorsque nous entendons les pâles enfants raconter de chez eux."

Le général Goering qui autrefois était criblé de dettes a offert à sa fiancée, à l'occasion de son mariage, des diamants d'une valeur de 70.000 marks....

La pénurie des matières premières - Les revenus baissent. (I.T.F.) Malgré les affirmations du "Völkische Beobachter" l'organe central du parti nazi qui affirmait le 1er janvier 1935: "la prétendue pénurie des matières premières ne s'accroît pas, elle ne peut que diminuer." Les travailleurs allemands s'aperçoivent de la disparition des stocks de matières premières en voyant se resserrer leurs revenus et leurs conditions de travail s'avilir. Dans l'industrie du textile, avant tout dans celle de la laine, le chômage partiel a pris des proportions considérables. Dans l'industrie huilière on ne travaille en général plus que 3 jours par semaine. Dans l'industrie du cuir (avant tout dans les entreprises qui se servent de peaux de mouton et de chèvre) le chômage partiel a augmenté; ce n'est que grâce à des mesures de secours spéciales que le revenu hebdomadaire des chômeurs partiels atteint le niveau des chômeurs au bénéfice du secours de bienfaisance.

Dans l'industrie métallurgique, les entreprises qui ne travaillent pas pour le réarmement ne fonctionnent que quelques jours par semaine à cause du manque de matières premières. Les postes allemands permettent, comme pendant la guerre mondiale, dans le cas d'expédition de matières devant être protégées contre l'humidité et contre les pressions trop fortes et les frottements, de même que pour l'envoi de viande fraîche, à la place de l'emballage de toile et de jute prescrit jusqu'à présent, l'emploi de cartonnet de papiers préparés à cet effet.

La municipalité de Berlin, qui jusqu'à présent accordait aux chômeurs tous les trois mois une paire de semelles en cuir ne leur donne plus à présent que tous les six mois une paire de semelles "Ersatz". On annonce une interdiction de l'emploi de couleurs à l'huile pour les nouvelles constructions non militaires. Le Front allemand du travail qui craint que cela ne donne lieu à un chômage croissant des peintres est consolé par l'affirmation qu'un jour peut-être il y aura de nouveau les matières premières nécessaires aux couleurs à l'huile, grâce à la culture de plantes huilières en Allemagne. Ce n'est que pour l'industrie de l'armement qu'on importe les quantités voulues de matières premières, que l'on accumule de manière vraiment inquiétante.

6,7 millions de chômeurs. (I.T.F.) Les bureaux de placement du Troisième Reich annonçaient au 30 janvier 1935 un recul du nombre des chômeurs inscrits de 3,1 millions. Il n'y avait plus d'inscrits que 2,97 millions.

La réalité cependant est autre. Sur les 20,98 millions d'ouvriers et employés il y avait au 30 janvier env. 500.000 malades et femmes en couches, incapables de travailler. Des 20,4 millions restants, le nombre des occupés était selon les statistiques des caisses d'assurance-maladie de 14,4 millions. Ce chiffre comprend cependant 700.000 soi-disant occupés (service du travail, aide agricole, travaux de secours, auto-strades). Le nombre de ceux qui travaillent contre une rétribution proprement dite n'est que de 13,7 millions. Lorsqu'on déduit ces 13,7 millions des 20,4 millions de personnes en état de travailler, on arrive à la conclusion qu'après 2 années de régime national-socialiste, il y a pour le moins 6,7 millions de travailleurs en chômage, c'est-à-dire un tiers de tous les ouvriers et employés allemands. Encore avons-nous, dans ce calcul dû renoncer à tenir compte du chômage partiel.

Sur les 6,7 millions de chômeurs, il y avait environ 700.000 qui étaient occupés à des travaux forcés; 2,3 millions étaient secourus des ressources publiques, 3,7 millions de chômeurs ne touchent pas un centime de secours.

Le paradis des bonzes (I.T.F.) En 1932 il y avait à Dantzig 19 militants libérés du service qui travaillaient au profit des 20.000 ouvriers employés organisés dans les syndicats libres. Le Front dantziakois du travail qui n'a pas la permission de s'occuper de contrats collectifs ni de questions touchant la politique sociale, occupe à l'heure qu'il est dans ses bureaux pour l'éducation de 30.000 adhérents dans un esprit d'économie national-socialiste, 68 bonzes. Le tableau suivant donne une idée du nombre des permanents d'autrefois et d'aujourd'hui.

	<u>Syndicats libres</u>	<u>Front du travail dantziakois</u>
Communications et services publics	6	14
Ouvriers du bâtiment	2	8
Ouvriers du bois	1	4
Ouvriers de l'alimentation	2	7
Ouvriers métallurgistes	3	17
Ouvriers du textile	0	2
Ouvriers d'usine	2	3
Typographes	1	3
Ouvriers agricoles	2	10
	<u>19</u>	<u>68</u>

Il va sans dire que ces 68 bonzes ne se portent pas mal. Le chef du Front du travail dantziakois touche ses honoraires de la caisse centrale du Front allemand du travail à Berlin; ceux-ci sont (non compris les revenus accessoires) de 540 à 580 marks par mois env. (Il n'est pas possible de le savoir exactement.) Les appointements des autres bonzes du Front du travail dantziakois sont au contraire exactement connus. Un qui jouit de gros honoraires, c'est le député national-socialiste Niklas, chef régional de la Communauté d'entreprise nationale des transports et services publics du Front du travail dantziakois et fonctionnaire supérieur aux chemins de fer en retraite. Le secrétaire de l'organisation libre des cheminots touchait autrefois 386 florins dantziakois par mois. M. Niklas touche comme "suppléant" institué par Berlin du "chef régional etc." 600 fl. dantz. par mois. Les chemins de fer lui versent mensuellement fl. 380.- de pension de retraite et il touche en outre fl. 150.- en jetons de présence comme député. De ce revenu brut de fl. d. 1.130 par mois il convient de déduire les impôts et contributions ainsi que fl. 25.- de cotisations au groupe parlementaire. Avec

Le secrétaire du syndicat libre des cheminots et agents de la Commission du port (adhérente à l'I.T.F.) touche le traitement d'un cheminot de l'échelle I, sur la base de la semaine de 40 heures.

Le bonze brun de la section du travail agricole du Front du travail dantzikois touche 600 fl., le chef du groupement brun du bâtiment 500 fl. par mois. Ceux des groupements professionnels des ouvriers métallurgistes, de l'alimentation et des ouvriers d'usine bénéficient de fl.425, le bonze de la section des ouvriers d'usine de 400 florins dantzikois. A ces sommes s'ajoutent encore les revenus accessoires. Ils touchent du Front du travail fl. 12 à 15 (Mk. 10 à 12) par rapport présenté. Voilà pour les bonzes de premier plan, suivent les trésoriers centraux touchant des appointements entre 380 et 475 fl. et les chefs régionaux du syndicat des travailleurs agricoles avec 380.-florins. Bref, la vie est belle au Front du travail!

Le national-socialisme encourage l'esprit de famille. Le chef du Front dantzikois du travail a fait venir à Dantzig son beau-frère qui exploitait à Königsberg (Prusse orientale) une épicerie et l'a nommé chef de la section des ouvriers de l'industrie graphique avec un traitement de 400.-fl. Le chef de la section des ouvriers du bâtiment a procuré à son beau-frère le poste de trésorier. D'abord cet emploi est bien payé et ensuite il peut toujours être utile pour un bonze du Front du travail d'avoir un parent quelconque à la caisse, (d'après nos renseignements, les bonzes du Front du travail de Dantzig détiennent le record pour les détournements de fonds). Lorsque les sentiments de famille naissants des bonzes nazis pourront pleinement se faire valoir, nous verrons les fonds du Front du travail se répartir sur tous les membres de la famille!

Les élections des hommes de confiance (I.T.F.) Les 12 et 13 avril dernier, les élections des "Conseils de confiance" ont eu lieu dans 76.973 entreprises, occupant plus de 20 travailleurs. Une seule liste de candidats était présentée aux électeurs qui ne pouvaient choisir qu'entre les candidats mentionnés sur la liste. Cette liste de candidats avait été établie par l'employeur--ainsi que le constata le chef de district du Front du travail berlinois--"selon que les candidats lui (!) sont sympathiques ou pour mieux dire, oui ou non agréables" (Der Angriff, du 9 avril 1935.) Une propagande électorale légale n'est permise qu'aux nationaux-socialistes; toute propagande contre eux est considérée comme acte de haute trahison. Il y eut pendant 10 jours une averse de feuilles volantes et un nombre prodigieux d'orateurs phrasèrent dans les entreprises. Le lieutenant de Hitler lui même prit aussi la parole. Presque tous chantèrent les louanges du réarmement, disant que les préparatifs de Hitler pour la guerre procuraient aux ouvriers du travail et du pain. Le Dr. Ley a parlé dans les manufactures d'armes les plus importantes. La police secrète de l'Etat procéda parmi les ouvriers à des arrestations en masse comme mesure préventive.

En 1934 les élections des hommes de confiance avaient été un échec pour les nationaux-socialistes. Au cours de cette année, on prépara soigneusement de doubles possibilités de truquage. Officiellement, le scrutin était secret, mais les élections avaient toujours lieu sous la direction de l'employeur ou de son représentant. Afin d'inciter l'employeur à exercer une pression sur son personnel et de l'amener à procéder à des falsifications des résultats du scrutin, le Front du travail eut recours aux menaces, disant qu'un mauvais résultat des élections dans une entreprise attesterait du fait que l'employeur était un mauvais national-socialiste et ne méritait pas au fond qu'on lui passe des commandes de l'Etat ni qu'on le favorise pour l'obtention de devises étrangères destinées à l'achat de matières premières. Par mesure de prudence on interdit cependant aux employeurs de publier les nombres des voix émises pour les différents candidats; ils n'avaient que le droit de publier les noms des candidats élus. Ceux qui avaient obtenu plus de la moitié des voix émises seraient considérés comme élus; les bulletins invalides seraient considérés comme n'ayant pas été délivrés.

Les résultats devaient être communiqués au Front allemand du travail qui se réservait le droit de les publier. Des cas se sont certes produits où les chiffres officiels, en général faussés, correspondaient aux résultats effectifs du vote; cela n'est cependant vrai que là où le Front du travail avait à tenir compte d'un employeur économiquement indépendant de l'Etat : pour ce qui regarde les commandes et l'achat de matières premières et ayant gardé un reste de décence.

Toutefois les résultats, reconnus par le "Service d'information du Front allemand du travail", obtenus sous la pression des employeurs et la terreur de la police secrète et en majeure partie encore faussés par les employeurs et le Front du travail, prouvent qu'après deux années de terreur et de propagande, la résistance des travailleurs persiste. Les voici:

	<u>Electeurs</u>	<u>Opposition</u>
Centrale électrique de Zschornewitz	1.200	41%
Entreprise de construction d'avions et d'automobiles, Daimler-Benz, Berlin	1.470	40%
A.E.G. (fabrication de turbines) Berlin	2.013	28%
Kempinski ( importante société exploitant des restaurants) Berlin	1.369	30%
Consortium allemand d'assurances, Berlin	360	41%

Encore que falsifiés par le Front du travail, ces résultats attestent de la résistance des travailleurs allemands contre la réaction brune.

Le ministère de la Propagande a donc jugé utile d'intervenir. Le Front allemand du travail n'a plus eu le droit de publier des résultats exacts, les employés du ministère de la Propagande attachés au "service de presse allemand" furent chargés de la publication.

Illustrons par deux exemples avec quelle effronterie le Dr. Goebbels a fait procéder à des truquages:

Les résultats des élections dans la grande usine chimique des Leunawerke et dans l'entreprise du port de Hambourg, ont été publiés et par le Front allemand du travail et par l'agence de presse allemande. Qu'on en juge:

	<u>Front du travail 13 avril</u>	<u>Agence de presse 16 avril</u>
Leunawerke 15.472 électeurs; opposition	5.081	1.841
Port de Hamb. 6.568 " "	<u>15 avril</u> 2.213	<u>16 avril</u> 1.182

La publication du Front du travail était déjà faussée. Le ministère de la Propagande a encore accentué la falsification. Les Nazis craignent de dire la vérité concernant l'état d'esprit qui régnait parmi les travailleurs allemands.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Les marins ont besoin d'une Internationale. (I.T.F.) Le Dr. Ley a fait à un représentant du journal quotidien du Front allemand du travail, la déclaration que voici: "L'intention existe d'édicter un nouveau Code maritime. Pour ce faire, il est nécessaire d'être au courant des conditions de vie des marins étrangers, anglais, américains, russes etc. Les gens de mer (allemands) n'ont pas comme les grandes sociétés d'armement des bureaux pouvant leur fournir immédiatement la réponse à cette question. Il est donc nécessaire pour eux, s'ils ne veulent pas rester là, impuissants, qu'on leur procure la documentation nécessaire et utile pour eux." (Der Angriff, 1er avril 1935) Cette documentation devra être rassemblée et triée par des "experts" dans des "Offices professionnels" du Front du travail.

Cette déclaration du chef du Front allemand du travail est de la plus haute valeur. Après l'anéantissement de leurs syndicats libres, et privés de toutes relations légales internationales, les marins allemands se trouvent, selon ses propres paroles, impuissants vis-à-vis de la puissante organisation des armateurs.

Comment on "roule" le personnel des transports en commun (I.T.F.) Les Nazis militarisent toutes les entreprises de transports en commun. Après la "révolution nationale", la Société berlinoise des transports en commun a institué, suivant l'exemple de la Reichsbahn, son propre corps de défense, le "service de sécurité". Le personnel doit effectuer sans aucune compensation la tâche qui incombe aux camarades détachés au "service de sécurité". L'ancien syndicat libre avait obtenu pour le personnel roulant de la Société berlinoise des transports en commun un jour de congé complet par 14 jours de service; la direction nationale-socialiste ne s'est pas risquée jusqu'à présent à supprimer le droit au jour de congé, mais pratiquement elle l'a aboli dans une mesure importante. Presque tous les machinistes et receveurs de la société ont encore droit à 5 à 11 jours de congé de l'année dernière. Beaucoup d'entre eux également un à trois jours de l'année en cours. La direction refuse de payer ces jours de congé non accordés. Il y a des mois qu'elle garde pour elle l'argent qui reviendrait à son personnel. Le directeur général promet d'un mois à l'autre qu'il permettra aux agents de prendre les congés accumulés, mais le personnel n'attache plus foi à ses promesses.

Les espions à l'oeuvre. (I.T.F.) La direction générale des chemins de fer fédéraux autrichiens avait beau faire de stipuler que la cotisation au syndicat unique haï serait retenue sur les salaires des cheminots; elle s'aperçoit néanmoins de la résistance du personnel. Les cheminots constituent une troupe d'avant-garde dans l'armée des travailleurs autrichiens qui s'emploie illégalement à la reconstitution des syndicats libres. Toute les tentatives faites par la direction générale pour détruire le réseau de plus en plus étendu des hommes de confiance de l'organisation clandestine, ont échoué. A titre d'avertissement, la direction procède à présent sans aucune enquête au licenciement sans préavis de tous ceux qui sont dénoncés par les espions à sa solde. Pendant les premiers 3 mois uniquement de l'année en cours, 61 cheminots ont été licenciés sans préavis, par la Chambre disciplinaire spéciale et 12 retraités ont été privés de leur pension.

Encore 10% de réduction. Le syndicat unique fasciste a conclu un nouveau contrat collectif à l'intention des ouvriers des transports au service des grandes entreprises laitières de Vienne. A côté d'autres avilissements ce contrat prévoit une réduction des salaires de 10%. Les négociations ont été menées par les secrétaires désignés par le gouvernement; les travailleurs n'avaient pas la possibilité de protester.